

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
Cedex 09
65017 TARBES

TARBES, le 03/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

IMERYS

route de Beyrède
65410 BEYREDE-JUMET-CAMOUS

Références : 2023-0008-dp
Code AIOT : 0006802516

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2022 dans l'établissement IMERYS implanté Usine de Beyrède 65410 BEYREDE-JUMET-CAMOUS. L'inspection a été annoncée le 17/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS
- Usine de Beyrède 65410 BEYREDE-JUMET-CAMOUS
- Code AIOT : 0006802516
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de production Imerys de Beyrède est spécialisé dans la fabrication d'abrasifs et de réfractaires. L'unité dispose pour ce faire de 3 fours de fusion basculants.

Les produits fabriqués sont essentiellement :

- du corindon zircone 25 %
- de l'alumine frittée
- du corindon brun semi-friable
- du ferrosilicium (sous-produit)

Les fours de fusion fonctionnent près de 9 mois par an, tandis que le secteur de conditionnement fonctionne pendant toute l'année.

Le jour de l'inspection les fours étaient à l'arrêt. Le redémarrage prévisionnel est le 5 avril 2023. L'inspection portait sur la thématique de l'eau, ainsi la visite terrain s'est portée sur les points de rejets et le local d'arrivée des alimentations en eau. Les autres installations notamment les fours ou les unités de conditionnement n'ont pas été contrôlées.

Les thèmes de visite retenus sont la sécheresse et les rejets aqueux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect fréquence VLE - eau - paramètres spécifiques	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 8.2 Surveillance des rejets	/	Sans objet
4	Mesure du volume d'eau prélevée	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 9.2.2. Relevé des prélèvements d'eau	/	Sans objet
5	Point de rejet – Respect des débits	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 8.3 Localisation des points de rejet	/	Sans objet
7	Respect fréquence surveillance eaux – Température	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 9.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets	/	Sans objet
8	Respect fréquence surveillance eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 9.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets	/	Sans objet
11	Points de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Sécheresse: Plan de réduction	Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article 1 : Plan de réduction des prélèvements en cas de sécheresse	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Limite prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau	/	Sans objet
6	Mesure du débit rejeté	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Sans objet
9	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 4.2.2. Plan des réseaux	/	Sans objet
10	Ouvrage de rejet	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 4.3.6.1. Conception	/	Sans objet
13	Respect caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 4.3.7. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	/	Sans objet
14	Respect VLE - Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 4.3.9. Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est un important "preleveur" d'eau dans le milieu naturel. L'usage principal est le refroidissement des fours avec donc une restitution très importante des eaux prélevées. L'analyse brute des données GEREPR déclarées par l'exploitant (eaux prélevés, eaux rejetées) montre une consommation nette importante qui n'est pas cohérente avec les usages du site. L'exploitant doit déterminer sa consommation nette de manière fiable.

Le site doit améliorer sa connaissance sur les usages de l'eau qui sont faits mais également sur les consommations associées. L'ancienneté des installations (usine initiale construite il y a plus de 120 ans) rend difficile une connaissance fine des différents types de consommations et de rejets néanmoins, une connaissance à l'échelle des trois points de rejets est nécessaire.

La visite a mis en évidence que l'eau de source n'était pas consommée pour les seuls besoins sanitaires comme indiqué dans l'arrêté préfectoral. Cette ressource est également utilisée pour des besoins de process. L'inspection, après réception d'éléments d'informations demandés par le présent rapport, jugera de l'opportunité de prescrire un volume annuel de prélèvement. Par ailleurs l'opportunité d'un suivi par mesure des débits rejetés sera également évaluée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect fréquence VLE - eau - paramètres spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 8.2 Surveillance des rejets
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant mettra en place, en période de fonctionnement de ses fours de fusion, en complément de la surveillance déjà prescrite dans l'arrêté préfectoral du 24 février 2010, une surveillance mensuelle* des polluants suivants au niveau des points de rejet d'eau mentionnés à l'article 8.3 :Mercure, Fer, Arsenic, Cadmium, Cuivre Nickel, Plomb, Zinc, Chrome total, Chrome VI, Silicium, Aluminium, Titane : Fréquence mensuelle</p> <p>Constats : L'exploitant a effectué les analyses. Les résultats ont pu être consultés par l'inspection. La fréquence est respectée. En revanche, l'inspection indique à l'exploitant que les mesures n'ont pas été transmises dans l'application GIDAF, le statut des dernières déclaration est « enregistrée » et non transmis. L'exploitant indique, suite à l'indisponibilité d'une personne, ne pas avoir accès à l'application pour faire le nécessaire. L'exploitant doit engager les démarches (créer un compte CERBERE puis contacter l'inspection).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites – Délais: 30 jours
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Sécheresse: Plan de réduction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2020, article 1 : Plan de réduction des prélèvements en cas de sécheresse
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse: Plan de réduction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La société IMERYS FUSED MINERALS BEYREDE, exploitant une usine de fabrication d'abrasifs et de réfractaires sur le territoire des communes deBeyrede-Jumet-Camous et d'Ilhet, ci-après désignée l'exploitant, est tenue d'établir et de transmettre au préfet des Hautes-Pyrénées, dansun délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, un plan de réduction de ses prélèvements en eau en cas de sécheresse prévoyant:Les mesures spécifiques aux processus de production à mettre en œuvre sur les installations lors du déclenchement de chacun des niveaux de limitation ou de restriction définis par l'arrêté cadre sécheresse en vigueur (les mesures sont cumulatives) :+ seuil de vigilance : aucune demande spécifique sauf actions volontaires+ seuil d'alerte: premières mesures de réduction des consommations d'eau en particulier sur les process+ seuil d'alerte renforcée: renforcement des mesures de réduction des consommationsd'eau en particulier sur les process+ seuil de crise: arrêt total des prélèvements sauf enjeux mettant en péril l'installation(exemple : refroidissement d'un four)</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis en Mars 2021 sa proposition de plan d'action de réduction des prélèvements en cas de sécheresse. L'inspection a transmis à l'exploitant par mail du 30/08/2022 ces commentaires. Il est demandé à l'exploitant de transmettre son plan d'action modifié sous un délai de 3 mois, afin d'établir un arrêté sécheresse avant la periode d'été 2023</p> <p>Observations : L'analyse des données GERE 2021 fait ressortir une consommation nette (différence entre le volume prélevé et le volume rejeté) de plus de 800 000 m³. Ce chiffre apparaît très élevé compte tenu des usages déclarés. Il est demandé à l'exploitant de vérifier cette valeur (mauvaise estimation des rejets) et d'évaluer une consommation nette.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Limite prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau
Thème(s) : Risques chroniques, Limite prélèvement d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :Eaux de la Neste (pour refroidissement) : 3 000 000 m ³ /an Source d'altitude pour les besoins sanitaires: pas de limites
Constats : L'exploitant a déclaré sous GEREP les volumes prélevés suivants : 2021 – Eaux de la Neste : 1 871 248 m ³ 2021 - Eaux de source : 19 340 m ³ 2020 – Eaux de la Neste : 1 559 140 m ³ 2020 – Eaux de source : 15 556 m ³ Les volumes prélevés respectent les limites fixées dans l'arrêté préfectoral.
Observations : L'inspection constate que les volumes prélevés sur l'eau de source sont importants et ne correspondent pas seulement à des usages sanitaires. L'exploitant indique qu'effectivement cette ressource sert à d'autres usages notamment pour des applications de process. Il est demandé à l'exploitant de préciser les différentes natures d'usages qu'il fait de cette ressource. L'exploitant précise également la quantité maximum annuelle pour ces usages. L'inspection décidera des suites à donner et notamment de l'opportunité de fixer une valeur réglementaire maximum pour les prélèvements effectuées sur cette source.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mesure du volume d'eau prélevée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 9.2.2. Relevé des prélèvements d'eau
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure du volume d'eau prélevée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Les résultats sont portés sur un registre.
Constats : Les installations sont bien équipées de totalisateurs. L'exploitant tient un registre avec les consommations d'eaux des deux sources. Les relevés sont mensuels puis hebdomadaires depuis l'arrêté départemental portant restrictions des usages d'eau. Le relevé pour l'eau de la Neste n'est pas effectué journalièrement. Pour l'eau de source, en dehors de la situation de crise, le relevé n'est pas hebdomadaire. L'exploitant doit par ailleurs justifier que sa consommation sur cette ressource ne dépasse pas 100 m ³ /j. A défaut, le relevé est journalier.
Type de suites proposées : Susceptible de suites – 15 jours
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Point de rejet – Respect des débits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 8.3 Localisation des points de rejet
Thème(s) : Risques chroniques, Point de rejet – Respect des débits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Point de rejet ER1 - Eaux de refroidissement des fours 7 et 11- Débit max journalier : 2400m ³ /j - Débit max horaire: 100 m ³ /h Point de rejet ER2 - Eaux de refroidissement du four 5 et des fours SOFIM - Débit max journalier : 4800 m ³ /j - Débit max horaire: 200 m ³ /h Point de rejet ER3 - Eaux de refroidissement de l'atelier bauxite frittée - Débit max journalier : 480 m ³ /j – Débit max horaire: 20 m ³ /h
Constats : Les points de rejets ne sont pas équipés d'une mesure du débit. L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que les débits sont respectés. L'inspection a analysé a posteriori le registre des consommations d'eau. Il est relevé par exemple le 16/08/2022, un débit moyen de prélèvement de 236 m ³ /h alors que seul le four 5 était en fonctionnement. Le 05/09/2022, le débit moyen prélevé était de 286 m ³ /h alors que seuls les fours 7 et 11 fonctionnaient. Ce fichier ne peut pas permettre de démontrer le respect des débits d'eau rejetés par l'exploitant car les usages de l'eau sont multiples et le site dispose de 3 points de rejets. L'exploitant doit justifier du respect des débits.
Observations: Par ailleurs, l'exploitant précisera pour chaque point de rejets quels sont les types d'effluents rejetés (eaux de refroidissement four, application process....).
Type de suites proposées : Susceptible de suites – 30 jours
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Respect fréquence surveillance eaux – Température

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 9.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la température
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La température de rejet des eaux de refroidissement est mesurée et enregistrée en continu.
Constats : Les points de rejets ER1 et ER2 sont équipés d'une sonde de température avec enregistrement en continu. L'inspection a pu consulter les enregistrements. Le point ER3 n'est pas équipé d'une sonde de mesure. Ce point de rejet ne recueille pas les eaux de refroidissement des fours. En revanche, l'arrêté mentionne pour ce point des eaux de refroidissement de l'atelier bauxite. Il est demandé à l'exploitant de vérifier si ce point recueille des eaux de refroidissement et le cas échéant de mettre en place un suivi de température.
Type de suites proposées : Susceptible de suites – 30 jours
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Respect fréquence surveillance eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 9.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets des eaux pluviales font l'objet d'un prélèvement et d'une analyse semestrielle par un organisme ou une personne qualifiée portant sur MES, DCO, hydrocarbures totaux.
Constats : L'exploitant a mis à disposition de l'inspection, les dernières analyses des eaux pluviales. Le prélèvement des échantillons est réalisé en interne par une personne n'ayant reçu aucune formation spécifique. L'exploitant doit démontrer la maîtrise de la méthodologie de prélèvement (normes, formations...).
Type de suites proposées : Susceptible de suites – 30 jours
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 4.2.2. Plan des réseaux
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant le 30 juin 2010, un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,— les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ..)— les secteurs collectés et les réseaux associés— les ouvrages de toutes sortes (Vannes, compteurs.)- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)
Constats : L'exploitant dispose d'un plan faisant apparaître les réseaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Ouvrage de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 4.3.6.1. Conception
Thème(s) : Risques chroniques, Condition de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.
Constats : Les points de rejets ER1 et ER2 sont aménagés correctement.
Observations : Les ouvrages de rejets et leurs accès doivent être nettoyés (présence de mousse et de feuille). L'exploitant doit justifier l'accessibilité au point de rejet n°3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Points de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements
Thème(s) : Risques chroniques, Condition de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit à l'exception des points de rejet d'eaux pluviales, température, concentration en polluant, ..). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.[...]
Constats : les points ER1 et ER2 sont équipés d'un bac métallique avec déversoir pour permettre le prélèvement d'échantillons. Le point ER3 n'est pas facilement accessible. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer comment s'effectuent les prélèvements. Il est demandé à l'exploitant de justifier que le point ER3 est bien adapté à un prélèvement d'échantillons et de transmettre le protocole d'échantillonnage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites – 30 jours
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Respect caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 4.3.7. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : - Température : < 30°C- pH: compris entre 5,5 et 8,5 - Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/
Constats : La température sur les points ER1 et ER2 est mesurée en continu. L'inspection a pu consulter les enregistrements sur les derniers mois. Aucune mesure dépasse les 30°C. Le point ER3 n'a pas fait l'objet de mesure (cf point de contrôle n°7).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Respect VLE - Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 4.3.9. Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies: MES: 30 DCO: 300 Hydrocarbures totaux: 10
Constats : Les résultats mis à disposition de l'inspection sont conformes à l'exception d'un petit dépassement ponctuel sur les MES sur une des analyses du 1er semestre .
Observations: Il est rappelé à l'exploitant qu'en cas de dépassement, il doit déterminer les causes et les actions correctives à conduire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet